

Chers amis de l'UNICEF,

hague jour peut être un nouveau départ pour une vie meilleure. Le programme de l'UNICEF offre à des centaines de milliers d'enfants dans le monde ce nouveau départ pour un avenir autodéterminé. Par exemple pour le lire dans les pages suivantes. des filles en Inde qui sont scolarisées et n'ont plus besoin de travailler dur dans des entreprises ou dans les champs ou pour des enfants handicapés au Rwanda qui peuvent grandir dans un environnement favorable. Ou encore pour de jeunes enfants en Bolivie qui sont stimulés en fonction de leur âge.

En tant que marraine ou parrain de projet, vous vous intéressez à ces sujets. Vous permettez à l'UNICEF de s'engager durablement et efficacement pour les plus jeunes membres de la société et d'adapter constamment des mesures. Bettina Junker, Ceci est indispensable, notamment en période de crise comme celle de la Covid-19.

En collaboration avec nous, vous êtes solidaires avec les enfants défavorisés. Je vous le garantis: avec votre contribution, vous accomplissez des choses précieuses, comme vous pourrez

Je vous remercie cordialement pour votre soutien. Vous permettez à l'UNICEF de donner le meilleur aux enfants dans le besoin.

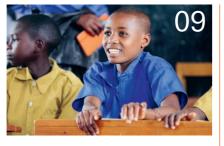
directrice dénérale UNICEF Suisse et Liechtenstein

Table des matières

Programmes en faveur de l'abandon de l'excision En Guinée, près de 95 pour cent des filles et des femmes sont excisées.



Instruction des filles en Inde Grâce à un programme flexible, près de 48 000 enfants au total ont pu être atteints l'année dernière.



Une instruction scolaire pour les enfants vulnérables au Rwanda Au Rwanda, seuls 70 pour cent des enfants souffrant de handicap vont

à l'école primaire.



Instruction scolaire et protection pour les enfants brésiliens

À cause de la crise de Covid-19, les écoles ont été fermées pendant 16 mois dans de nombreux districts du Brésil.

15

Égalité des chances pour tous les enfants de Bolivie À El Alto et Independencia, l'UNICEF

a contribué à la réouverture de 32 centres de l'enfance, fermés en raison de la pandémie.

18



Amélioration de la qualité de 'enseignement au Bhoutan Malgré une nette amélioration de l'éducation seul un enfant sur quatre a accès à des programmes préscolaires au Bhoutan.

Pour un monde sans polio Une seule nouvelle contamination

a été recensée l'année dernière dans chacun des deux derniers pays où la polio reste endémique.

Programmes en vue de l'abandon de l'excision

Chaque fille a le droit de grandir dans son intégrité



L'engagement d'UNICEF Suisse et Liechtenstein dans le domaine de l'excision se concentre actuellement sur la Guinée. Dans ce pays d'Afrique occidentale, près de 95 pour cent des filles et des femmes sont excisées. Des milliers d'enfants et d'adolescentes ont pu être atteints avec des mesures efficaces contre l'excision par le biais du Girls' Leadership Club bien implanté dans le pays et de l'utilisation ciblée des réseaux sociaux, même en période de pandémie de Covid-19.

abou, gênant, difficile», tels sont les mots de Mamadou Saliou, imam en Guinée, lorsqu'il évoque les points de vue des habitants de son village, Bourumba, à propos de l'excision. Cette pratique est profondément ancrée dans la mémoire collective depuis des centaines d'années. Presque toutes les filles et femmes de ce pays d'Afrique occidentale subissent l'excision, pratique souvent extrêmement douloureuse. Mais Mamadou Saliou a fait une avancée importante: «Nous devons en parler. Les temps ont changé et notre société a progressé.»

Des paroles efficaces

Des messages aussi clairs de la part d'une personne instruite ont un poids important dans les pays où l'excision est répandue. Les normes

2 - Parrainages de projets 2022

sociales fortement ancrées sont la raison centrale pour laquelle cette coutume préjudiciable persiste. Le fait que des personnalités comme l'imam Mamadou Saliou expriment publiquement leur point de vue constitue donc une aide extrêmement précieuse pour lutter contre cette pratique. Avec d'autres leaders religieux, il évoque régulièrement dans ses sermons les répercussions néfastes et les problèmes de santé liés à l'excision. De tels efforts sont essentiels en Guinée pour protéger efficacement les filles et les femmes. Le pays compte parmi les plus pauvres d'Afrique. Avant même la propagation du coronavirus, plus de la moitié de la population vivait largement au-dessous du seuil de pauvreté.

Les filles et les femmes de Guinée sont trop peu informées de leurs droits essentiels.

Impact important

Alors qu'une loi de 1965 proscrit l'excision des filles et que cette interdiction a été ancrée dans la Constitution en 2020, cette pratique se poursuit: près de 95 pour cent des filles et des femmes de 15 à 49 ans en Guinée sont mutilées et près de 20 pour cent d'entre elles souffrent de plusieurs problèmes de santé, comme en atteste un rapport des Nations Unies. Malgré les efforts du ministère de la justice, ce mépris des lois n'entraîne pas encore suffisamment de poursuites pénales. De plus, les filles et les femmes sont toujours trop peu informées de leurs droits. C'est ici qu'intervient le programme d'UNICEF Suisse et Liechtenstein: avec de vastes mesures de sensibilisation.

En période de pandémie en particulier, l'information par le biais d'émissions de radio spéciales ainsi que l'utilisation des réseaux sociaux ont un impact important. Dans les régions particulièrement touchées de Kankan, Kindia et Boké, 17 émissions de radio spéciales ont atteint plus de 100 000 personnes l'année dernière. Le Girls' Leadership Club of Guinea, bien implanté, a lui aussi joué un rôle déterminant: dans les sept régions du pays, des groupes WhatsApp et Facebook ont été créés, dans lesquels les filles peuvent partager leurs expériences et leurs soucis avec leurs sem-





95 pour cent des femmes

En Guinée, près de **95 pour cent** des filles et des femmes sont excisées.



Depuis le début de l'année, des émissions de radio mensuelles sur le thème de l'excision et du mariage des enfants permettent une vaste sensibilisation dans tout le pays.



Protéger les filles: les vastes mesures de sensibilisation sont un aspect essentiel de la protection des filles menacées.

blables. Rien qu'entre mai et octobre 2021, les activités ont atteint plus de 6000 enfants et adolescents âgés de 10 à 19 ans.

«Brise le silence»

L'UNICEF a aussi travaillé en étroite collaboration avec le parlement des enfants de Guinée et l'a aidé dans une grande campagne sur les réseaux sociaux, intitulée «Break the silence» (Brise le silence). Chaque jour, des photos, messages et histoires personnelles étaient diffusés sur le thème de l'excision. Plus de 55 000 utilisatrices ont pu être atteintes. Sur les six plus grands marchés de Conakry, des responsables du parlement des enfants ont aussi organisé des séances d'échange avec des cadres féminines sur le thème de l'excision.

Des voix importantes

Le comité de protection de l'enfance a également été actif dans le village de Bourumba évoqué plus haut et a sensibilisé la population pour la suppression de l'excision. Depuis peu, sous la direction du maire (une étape significative), il apparaît clairement à quel point l'implication de modèles masculins est importante pour lutter contre cette pratique

néfaste. «Aujourd'hui, avec le soutien de l'UNICEF, ce programme est adopté par les communes», explique le maire Amadou Benthè.

Engagement à fort impact

L'engagement de l'UNICEF contre l'excision a un fort impact, aussi bien en Guinée que dans le monde entier. Malgré les défis liés à la Covid-19, le programme a pu se poursuivre à une large échelle

- 120 605 filles ont été préservées contre cette pratique néfaste
- Les campagnes numériques sur la lutte contre l'excision ont atteint 79 863 144 personnes au total
- 2156 communautés totalisant plus de 2,2 millions de personnes se sont exprimées publiquement contre l'excision

PHOTO: @UNICEFGuinea/S.M.Koundo

4 - Programmes en vue de l'abandon de l'excision



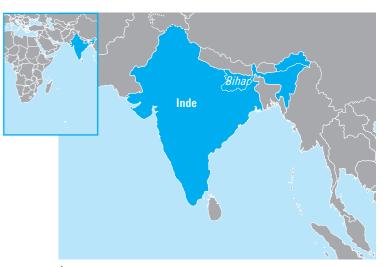
I y a des histoires qui donnent du courage. Certains événements montrent que le changement est possible, même quand les conditions sont difficiles. Laxmi en est un parfait exemple. La jeune femme, aujourd'hui âgée de 18 ans, vient du Bihar, un État indien particulièrement marqué par la pauvreté et la détresse. Le système de castes y est très répandu et des centaines de milliers de personnes sont défavorisées. Au sein de la caste la plus basse des Musahars, seules 3 pour cent des filles et des femmes savent lire et écrire, alors que la scolarité est obligatoire en Inde. Mais les normes sociales en vigueur discriminent fortement les filles: elles doivent s'occuper du ménage et de leurs petits frères et sœurs, travaillent dans des salons de thé, des petits magasins, dans les champs ou sur les marchés. Elles sont mariées jeunes, subissent souvent la violence au sein de leur famille et sont exclues des prestations publiques.

Contre le mariage des enfants, pour l'éducation

Laxmi, aujourd'hui âgée de 18 ans, a grandi à Sheikhpura, dans la communauté des intouchables Mahadalits. Ses parents essaient de s'en sortir en tant que travailleurs journaliers. La douce jeune fille aux cheveux tirés et aux traits sérieux a déployé une force inouïe pour arriver là où elle est aujourd'hui. Elle a entendu parler du programme éducatif flexible de l'UNICEF et réussi à terminer la dixième classe. Elle a ensuite reçu une bourse du gouvernement, dans le cadre d'une incitation pour les filles à choisir une formation pour s'opposer au mariage des enfants. Parallèlement, des collaborateurs de l'UNICEF ont cherché le dialogue avec la mère de Laxmi pour lui expliquer l'importance d'une formation supplémentaire pour l'avenir de sa fille. Avec succès: aujourd'hui, Laxmi donne des cours à 30 enfants de son village et persuade à son tour leurs parents de s'engager pour la formation de leurs filles.

Au total, près de 48 000 enfants atteints

Pour que des histoires comme celle-ci se réalisent même en période de Covid-19 et atteignent le maximum de filles marginali-



À cause des conséquences de la pandémie de Covid-19, un enfant sur quatre n'avait pas accès aux cours à distance au Bihar.

La formation est le moyen le plus efficace pour rompre la spirale de la pauvreté.

sées, le programme de l'UNICEF au Bihar se concentre sur quatre domaines liés: l'accès à une bonne formation, la sensibilisation des parents, les possibilités de passerelles scolaires et la garantie des mesures de protection sociales. Au Bihar, près de 48 000 enfants au total ont pu être atteints l'année dernière. Outre l'approche volontairement large et inclusive, ce résultat s'explique aussi par le fait que de nombreuses familles vivant en dehors du Bihar y sont revenues avec leurs enfants dans le cadre des mesures liées à la Covid-19. En raison de l'absence de travail. les parents de ces enfants s'étaient installés dans d'autres États et ils sont revenus dans leur patrie d'origine chez leurs familles élargies dans le cadre du confinement.

Bus d'apprentissage mobile: métaphore du changement

En raison de l'expatriation, un enfant sur quatre au Bihar n'avait pas accès aux cours à distance. Avec le soutien de l'UNICEF, le gouvernement du Bihar a donc réalisé une vaste action de recensement et d'inscription, afin d'identifier les enfants dont le processus d'apprentissage était interrompu. Plus de 1,5 million d'enfants (dont près de la moitié de filles) ont pu réintégrer officiellement l'école. Pendant les confinements stricts, les mesures flexibles étaient de mise: bus d'apprentissage mobiles ainsi que programmes spéciaux à la radio et à la télé. Les centres d'apprentissage mobiles étaient essentiels car, au Bihar, seulement 15 pour cent de la population ont accès à un téléviseur, 7 pour cent à un ordinateur et 50 pour cent à un téléphone mobile. Les bus équipés de matériel de cours ont atteint les enfants marginalisés devant chez eux.

Transmission de capacités de résolution de problèmes

Parallèlement, des émissions de télévision spéciales visaient les filles qui devaient rester chez elles pendant le confinement, exposées à des dangers renforcés. L'objectif de ces émissions intitulées «Mera Doordarshan Mera Vidyalaya» (mon émission, mon école), était de transmettre aux filles des méthodes concrètes. Plus de 14 500 filles ont pu être atteintes et leurs capacités de résolution des problèmes (par exemple contre le mariage précoce) abordées directement.

Ce sont les approches durables comme celle-ci qui permettent d'arrêter la spirale de la pauvreté. Chaque fille a droit à l'éducation et, pour les enfants les plus défavorisés, la formation est la clé d'une vie autonome. L'exemple de Laxmi montre bien que cette voie est possible. Elle va tout mettre en œuvre pour montrer au maximum de filles défavorisées et à leurs parents l'importance d'une formation.





Métaphore du changement: grâce aux bus d'apprentissage mobiles, les enfants marginalisés ont reçu du matériel de cours, même en période de confinement.



Formation lors du confinement

Grâce à un programme flexible, **près de 48 000 enfants** au total ont pu être atteints l'année dernière.



1,5 million d'enfants

Plus de 1,5 million d'enfants (dont près de la moitié de filles) ont pu réintégrer officiellement l'école.

Une formation scolaire pour les enfants défavorisés au Rwanda

Inclure activement les enfants souffrant de handicap

Au Rwanda, seuls 70 pour cent des enfants souffrant de handicap vont à l'école primaire. Souvent, ces filles et garçons sont doublement menacés: ils sont négligés et régulièrement victimes de violence domestique. Le programme de l'UNICEF axé sur les besoins des enfants particulièrement défavorisés a pour but de donner accès à des soins de petite enfance et à des mesures de protection aux enfants concernés.

arie-Chantal avait pris une décision.
Même si elle est née avec un handicap physique, tributaire d'un fauteuil roulant depuis qu'elle est petite et dans l'impossibilité de coordonner ses mains, la jeune femme aujourd'hui âgée de 22 ans n'a pas renoncé à son rêve: «J'aimerais être journaliste.» Marie-Chantal rayonne en ajoutant: «Il me fallait donc un bon diplôme.» L'année dernière, elle a passé les examens nationaux parmi 450 000 étudiant·e·s au Rwanda, grâce à un ordinateur spécial et à des programmes d'apprentissage soutenus par l'UNICEF.

Absence de connaissances, offre de suivi défaillante

Selon les estimations, 88 000 enfants âgés de 5 à 18 ans présentent des handicaps cognitifs, physiques et sensoriels au Rwanda. Parmi eux, seuls 70 pour cent vont à l'école primaire. Selon une étude du ministère national de l'éducation, les raisons résident principalement dans l'absence d'offre de suivi pour les enfants souffrant de handicap, dans l'infrastructure inadaptée aux handicaps et dans le manque de compétences du corps enseignant dans le domaine du développement de la petite enfance. Les fermetures d'école liées à la Covid-19 ont fortement impacté les enfants du Rwanda. Mais les filles et garçons qui ont déjà des difficultés à cause de limitations physiques ou psychologiques sont aussi souvent

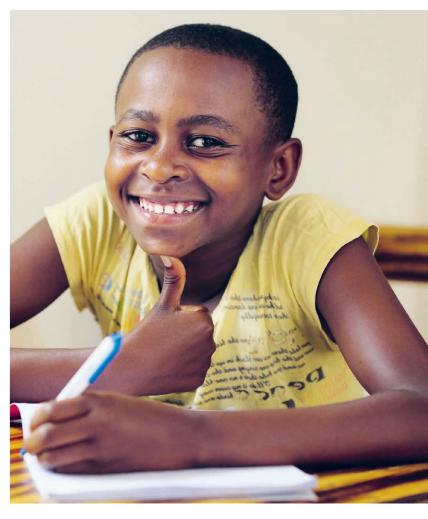


PHOTO: © UNICEF/UNI319824/Kanobana

8 - UNICEF Suisse et Liechtenstein

victimes de négligence et de violence domestique. L'UNICEF soutient le ministère de l'éducation dans la mise en place de programmes inclusifs pour la protection de l'enfance. L'année dernière, une nouvelle stratégie nationale a été adoptée, posant la base d'une inclusion renforcée pour les enfants souffrant de handicap.

Prendre en compte, intégrer, protéger

L'objectif est de prendre en compte les enfants souffrant de handicap, de les intégrer à l'école et dans la société et de fournir au personnel d'encadrement des connaissances, des capacités et du matériel pour soutenir les enfants concernés. Plus de 12 500 enfants et adolescents, près de 200 000 parents et membres de communautés ainsi que 350 enseignant·e·s et 12 000 bénévoles de la protection de l'enfance en ont profité entre février 2020 et août 2021. Pendant la même période, 7200 enfants souffrant de handicap ont ainsi pu être atteints, par exemple avec des vidéos de formation en langue des signes diffusées à la télévision; avec le partage de matériel d'apprentissage en braille à 600 enfants, mais aussi avec des émissions de radio, grâce auxquelles les enseignant·e·s ont atteint de nombreuses familles avec des enfants souffrant de handicap. Près de 700 enseignant·e·s issus de 30 écoles soutenues par l'UNICEF pour l'éducation inclusive ont été formés sur la manière d'enseigner efficacement aux enfants souffrant de handicap. Un autre élément important des mesures de l'UNICEF résidait dans le soutien du corps enseignant dans sa formation aux Teacher Training Colleges.

Les droits de l'enfant ne doivent pas oublier les filles et garçons souffrant de handicap.



Malgré les interruptions causées par la Covid-19, Marie-Chantal aimerait terminer sa formation et réaliser son rêve.



Enfants handicapés

Au Rwanda, seuls **70 pour cent** des enfants souffrant de handicap vont à l'école primaire.

Selon les estimations, **près de 88 000 enfants** âgés de 5 à 18 ans présentent des handicaps cognitifs, physiques et sensoriels au Rwanda.

La première phase du programme a pu être terminée en juin 2021 avec l'introduction à l'échelle nationale d'un nouveau plan d'apprentissage basé sur les compétences. La deuxième phase se concentre sur la formation continue des enseignant·e·s en anglais et en compétences numériques. Au moins 30 000 élèves du primaire et du secondaire en profiteront à l'avenir. Tout comme la future journaliste Marie-Chantal.

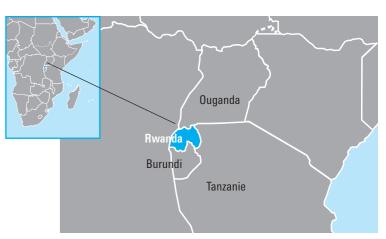


Multiplicateurs importants

Le programme de l'UNICEF serait impensable sans l'aide active de milliers de collaborateurs bénévoles bien formés. Le groupe croissant des Inshuti z'Umurgyango (IZU) (qui se traduit par «amis de la famille») est actif dans les trente districts du Rwanda. L'objectif des 30 000 volontaires est d'établir dans chaque village deux personnes qui jouent un rôle de charnière pour l'accès aux enfants particulièrement vulnérables. L'année passée, l'UNICEF a développé un nouveau modèle de formation pour les IZU, qui cible les droits et besoins des enfants souffrant de handicap.

Avant de prendre connaissance du programme de l'UNICEF, Marie-Chantal devait se débrouiller en grande partie seule. Avec des milliers d'autres enfants souffrant de handicap, elle est soulagée que la sensibilisation aux filles et garçons avec le même destin soit renforcée grâce à l'UNICEF. «Il ne doit pas y avoir de différences», dit-elle. «Tous les enfants ont des

droits, ils doivent tous avoir une chance de réaliser leurs rêves.» Elle-même mettra tout en œuvre pour concrétiser son rêve et travailler un jour en tant que journaliste: «Mon handicap ne m'en empêchera pas».



Selon les estimations, 88 000 enfants âgés de 5 à 18 ans présentent des handicaps cognitifs, physiques et sensoriels au Rwanda.

7HOIO: @ UNICEFRWanda/2021/HabibKano

10 — Une formation scolaire pour les enfants défavorisés au Rwanda

vant que la Covid-19 ne chamboule le monde, il existait déjà de fortes disparités éducatives au Brésil. 1,1 million d'enfants âgés de 4 à 17 ans n'étaient pas scolarisés et 620 000 filles et garçons supplémentaires quittaient prématurément l'école. Le déclenchement de la pandémie a aggravé la situation. Des enquêtes de l'UNICEF montrent que, fin 2020, 5,1 millions d'enfants et de jeunes étaient exclus de toutes formes d'enseignement. Le Brésil est l'un des pays au monde dont les écoles ont dû rester le plus longtemps fermées. Aucun enseignement présentiel n'a eu lieu de mars 2020 à juillet 2021.

Le ministère brésilien de l'éducation a recouru de manière efficace à la plateforme SAS conçue avec le concours de l'UNICEF et qui bénéficie d'une large assise depuis 2017, et il a adapté et étendu les mesures. La base de données a aidé les États fédérés et les communes à repérer les enfants et les jeunes qui ne vont pas à l'école. Elle a aussi soutenu le personnel de direction des écoles et les mentors dans les démarches pour accompagner les enfants recensés sur le chemin du retour à l'école. Au cours de la dernière année, la stratégie a été remaniée en lui adjoignant un guide de crise et d'urgence, un outil de suivi de la fréquentation scolaire et une vaste campagne de mobilisation dans les communes concernant la plateforme SAS, dans le but de l'adapter au scénario de crise dû à la pandémie.

«Efforts indispensables»

Couronnée de succès, entre avril 2020 et juin 2021, la plateforme numérique SAS des communes a enregistré 12 006 inscriptions et 2343 participants aux cours ont été certifiés. L'offre est largement appréciée. «Ces bases utiles et ces efforts collectifs sont indispensables pour enregistrer les enfants et les jeunes défavorisés et leur apporter le meilleur soutien possible pour retourner à l'école», explique Valdirene Oliveira, coordinatrice nationale de Bahia. Près de 36 000 personnes ont participé aux événements de mobilisation virtuelle de l'UNICEF destinés aux professionnels du secteur de l'éducation. Au total, plus de 520 000 enfants



Le Brésil fait partie des pays où les fermetures d'école liées à la Covid-19 ont été les plus longues du monde. Avec des conséquences catastrophiques pour les écoliers.



et jeunes non scolarisés ont été identifiés à ce jour via la plateforme; près de 190 000 d'entre eux continuent d'être accompagnés par des spécialistes des communes ou des États fédérés et 85 000 enfants ont pu être rescolarisés.

«On nous a écoutés»

C'est le cas de Douglas. Ce jeune de 16 ans allait de moins en moins à l'école, avant de décrocher totalement. Douglas vit avec sa mère Maria et ses frères et sœurs à la périphérie de la ville de Fortaleza, dans le nord-est du Brésil. Un jour, un de ses frères n'est pas rentré chez lui, victime d'un acte de violence. De peur de perdre ses autres enfants, Maria Batista de Sousa les a gardés à la maison. Jusqu'au jour où une collaboratrice de School Active Search a frappé à sa porte. Marília Pires fait partie de l'équipe du ministère de l'éducation de la ville et part tous les jours à la recherche de familles dont les enfants ont abandonné l'école. «Mon moteur dans la vie est de ramener les enfants à l'école», dit la jeune femme, «c'est le seul moyen qu'ils aient une chance dans la vie».

Aucun enfant ne doit rester exclu

Depuis mi-2020, l'UNICEF a renforcé son engagement en faveur de la plateforme SAS. Le programme en cours se concentre sur 2240 communes dont les professionnels de l'éducation reçoivent un soutien technique ciblé – sous forme d'événements de formation, de réunions professionnelles et d'utilisation de supports spécifiques – pour recenser le maximum d'enfants possible non scolarisés. Un nouveau cours d'auto-apprentissage est également proposé sur la manière d'impliquer plus étroitement les organisations de la société civile dans les situations de crise et d'urgence. L'objectif déclaré de l'UNICEF est que chaque enfant au Brésil puisse bénéficier d'une solide éducation.



L'objectif déclaré de l'UNICEF est que chaque enfant au Brésil puisse bénéficier d'une solide éducation.

L'UNICEF lutte contre l'exclusion scolaire au Brésil et défend le droit à l'éducation pour tous les enfants et les jeunes.



À cause de la crise

À cause de la crise de Covid-19, les écoles ont été fermées pendant 16 mois dans de nombreux districts du Brésil.

Des enquêtes de l'UNICEF montrent que, fin 2020, **5,1 millions** d'enfants et de jeunes étaient exclus de toutes formes d'enseignement.

Des chances de développement égales pour tous les enfants de Bolivie

Négligés et ignorés

Les expériences que font les jeunes enfants pendant leurs premières années marquent toute leur vie. En Bolivie, l'approche «Care for Child Development» de l'UNICEF se consacre de manière globale au développement physique, psychologique et cognitif des plus jeunes, en particulier ceux qui sont peu stimulés. Des personnels de santé, des travailleurs sociaux ainsi que des éducatrices et éducateurs apprennent à leurs parents comment les stimuler en fonction de leur âge. Plus de 92 000 filles et garçons marginalisés en profitent.

oir les enfants grandir sainement est le souhait de tous les parents. Mais les mères et pères ne savent pas tous ce que cela implique. En Bolivie, de nombreux jeunes enfants sont négligés ou violentés chez eux. Une enquête de l'UNICEF dans les villes de campagne particulièrement concernées d'El Alto et Independencia montre que seul un petit tiers des mères et moins d'un sixième des pères indiquent stimuler activement le développement de leurs jeunes enfants, par exemple en parlant, chantant ou jouant avec eux. En outre, 71 pour cent des femmes et 68 pour cent des hommes approuvent au moins une raison pour laquelle les châtiments corporels sont justifiés sur les enfants de moins de cinq ans.

L'absence de sécurité et de stimulation a de graves conséquences sur le bien-être, le développement et l'apprentissage des enfants, et ce dès le début: les 1000 premiers jours de vie d'un enfant sont déterminants. Il est difficile de rattraper les lacunes de cette période. Inversement, les enfants profitent toute leur vie d'un encouragement précoce. Mais les filles et garçons issus de familles particulièrement pauvres ne reçoivent généralement aucun soutien, ne sont pas stimulés, stagnent à l'école et reproduisent souvent en tant qu'adultes les mauvaises pratiques éducatives qu'ils ont



Apprendre chaque jour: depuis que sa maman Judith a entendu parler du programme de l'UNICEF l'année dernière, elle et sa fille Eva apprennent chaque jour de nouvelles aptitudes.

subies. Ainsi, la spirale de la mise en danger, de la violence et de la pauvreté se poursuit.

Les centres de santé et de l'enfance sont des points de contact importants

Le programme national de l'UNICEF qui vient de démarrer en Bolivie s'appuie sur deux piliers: chaque jeune enfant reçoit un suivi complet et la meilleure stimulation possible; et tous les enfants sont protégés contre la violence. Le Fonds pour l'enfance des nations unies soutient pour les activités de plaidoyer pour les enfants le gouvernement dans le développement d'une approche globale qui atteint tous les enfants de moins de cinq ans. Les mesures se concentrent sur le développement des compétences clés dans les services de la santé, de l'éducation et des affaires sociales, sur la mise à disposition du matériel adapté et sur l'accompagnement direct des familles. Concrètement, l'UNICEF fournit par exemple aux centres pour l'enfance du matériel qui stimule le développement de la petite enfance et équipe des aires de jeux et des espaces qui peuvent élargir activement l'horizon de découverte des jeunes enfants. Dans le cadre

de cours spécifiques, les collaborateurs et collaboratrices des services de la santé, de l'éducation et des affaires sociales sont formés et perfectionnés sur la manière de soutenir le développement physique, psychologique et cognitif des jeunes enfants et de conseiller efficacement leurs parents.

En outre, l'UNICEF conseille le ministère de la iustice et travaille avec le réseau parlementaire à une loi nationale qui garantit le droit à un développement adapté pour les jeunes enfants. Dans les villes d'Independencia et El Alto, les programmes en cours atteignent plus de 92 000 enfants, notamment grâce au soutien de nos marraines et parrains. Le Fonds pour l'enfance contribue largement à résoudre les problèmes de suivi de ces filles et garçons, mais aussi à augmenter l'interaction entre les parents et les enfants par le jeu et la communication.

Le programme se base sur des étapes qui ont pu être mises en place malgré les défis liés







En Bolivie, l'approche complète «Care for Child Development» encourage le développement physique, psychologique et cognitif des enfants de moins de cinq ans.





Châtiments corporels

71 pour cent des femmes et 68 pour cent des **hommes** approuvent au moins une raison pour laquelle les châtiments corporels sont justifiés sur les enfants de moins de cinq ans.

à la pandémie de Covid-19. À El Alto et Independencia, l'UNICEF a contribué à la réouverture de 32 centres de l'enfance, qui étaient fermés en raison de la pandémie. Et dans les deux villes, l'UNICEF soutient l'utilisation de l'assistant virtuel Afinidata, une solution technologique qui atteint les familles par le biais des réseaux sociaux, tout en informant et en renforcant les parents dans leur rôle. En fin d'été dernier, 1576 familles étaient inscrites sur Afinidata.

Eva joue, explore et apprend

Eva fait partie des enfants qui bénéficient du programme. Aujourd'hui âgée de quatre ans, elle est née avec un grave manque d'oxygène et souffre d'un handicap mental. Mais aujourd'hui, ses grands yeux pétillent. Ses mains sont plongées dans la peinture, avec laquelle elle aime jouer. L'année dernière, sa maman Judith a entendu parler du programme de l'UNICEF. Depuis, Judith et Eva apprennent chaque jour de nouvelles aptitudes, que ce soit au centre de l'enfance d'El Alto ou au centre pédagogique spécialisé où Eva bénéficie de physiothérapie. «Eva aime voir d'autres enfants marcher et rire, explique Judith, ça la motive».

Dispenser des soins et de la protection aux jeunes enfants est un investissement pour toute leur vie.

L'importance du développement de la petite enfance

Dans le monde entier, plus de 200 millions d'enfants n'atteignent pas leur plein potentiel chaque année et plus de 7,6 millions d'enfants meurent car leurs besoins ne sont pas couverts. Souvent, les familles ont besoin d'aide pour le développement optimal de leurs jeunes enfants, beaucoup manquent de connaissances. L'approche «Care for Child Development» de l'UNICEF vise à ce que les parents s'occupent de leurs enfants et les aident à survivre, à grandir et à développer leur potentiel. Les parents et les personnes clés des services publics sont informés et accompagnés dans ce sens.

16 - Des chances de développement égales pour tous les enfants de Bolivie



Is viennent de familles marginalisées, sont orphelins, souffrent d'un handicap physique ou mental: les enfants qui sont en difficulté dans leur jeune vie sont au centre du programme de l'UNICEF. Depuis des années, l'accent porte sur les filles et garçons qui grandissent dans des écoles monastiques. Par le passé, ces dernières étaient les seuls centres d'apprentissage du pays et sont toujours un pilier important de la société bhoutanaise. Mais les monastères sont souvent situés dans des régions isolées et équipés de manière rudimentaire.

Le quotidien des jeunes moines et nonnes est éprouvant

Le quotidien dans les écoles monastiques est difficile. Les longs mois d'hiver, souvent à plusieurs milliers de mètres d'altitude, sont difficiles à supporter. De nombreux établissements manquent des installations d'hygiène élémentaires et l'accès à l'eau propre est souvent absent. L'année dernière, l'UNICEF a poursuivi l'étroite collaboration avec la Commission des affaires monastiques afin d'offrir un environnement d'apprentissage et de développement sûr aux jeunes moines et nonnes. Ceci était d'autant plus essentiel que la pandémie de Covid-19 a encore aggravé la situation dans les écoles monastiques. En outre, l'UNICEF a poursuivi son implication dans la conception et la mise en place de contenus d'apprentissage, qui posent des bases solides pour une vie autonome à l'avenir, par exemple en ajoutant des cours d'anglais dans les programmes des écoles monastiques.

Aide à l'auto-assistance

À l'heure actuelle, un enfant sur cinq parmi les 5496 jeunes moines et 501 jeunes nonnes du Bhoutan n'a pas accès à des toilettes propres et sûres. Les efforts de l'UNICEF l'année dernière ont été d'autant plus importants dans le domaine des installations sanitaires et de l'hygiène. Dans les districts de Paro, Haa et Chukha, 22 moines et 2 nonnes de 18 écoles monastiques ont été spécialement formés dans la maintenance des systèmes d'alimentation en eau. 895 moines et 42 nonnes profitent directement de la formation. L'UNICEF a également

fourni des caisses à outils aux moines et nonnes formés. Notamment Tshering Dechen et Sangay Zam. Les deux nonnes vivent depuis de nombreuses années dans le monastère de Paro à l'ouest du Bhoutan. Ces derniers mois, les jeunes femmes ont acquis de grandes compétences pratiques dans la réparation de conduites d'eau ou robinets cassés. «Nous avons appris des manipulations qui sont très utiles à notre communauté», explique Sangay Zam. Et Tshering Dechen ajoute: «Si nous avons des problèmes avec l'alimentation d'eau à l'avenir, nous pourrons les régler nous-mêmes.»

Selon Lopon Sherab Dorji, responsable du programme Religion et santé de la Commission des affaires monastiques, la pandémie a mis le fonctionnement des installations sanitaires ainsi qu'une alimentation d'eau fiable au centre des

> Qu'ils grandissent dans un monastère ou dans des circonstances difficiles, tous les enfants du Bhoutan doivent avoir la même chance de mener une vie sûre et saine.



Malgré des progrès considérables dans le domaine de l'éducation, seul un enfant sur quatre a accès à des programmes préscolaires au Bhoutan.

préoccupations. «Il est essentiel que les moines et les nonnes soient en mesure d'entretenir les installations monastiques.» Les formations réalisées avec l'UNICEF ont également entraîné la mise en place de réseaux et l'échange d'expériences.

Priorité à l'inclusion

Avec les nouvelles mesures, l'UNICEF Suisse et Liechtenstein a ouvert davantage le contenu des matières. Tous les enfants menacés du Bhoutan doivent bénéficier de sécurité et de protection et avoir accès à l'éducation intégrative. Dans le cadre des mesures, le domaine de l'éducation inclusive a la priorité: 3200 jeunes moines et nonnes, y compris ceux qui sont handicapés, doivent avoir accès à des connaissances d'anglais et des compétences de base en calcul, et être intégrés dans des activités sportives. L'objectif: atteindre plus de 3000 enfants avec des services de santé et d'alimentation de qualité et spécifiques par sexe d'ici à 2025; 19 500 enfants et adolescents dans les écoles et les établissements monastiques doivent bénéficier de services d'eau, d'hygiène et sanitaires fiables.



Accès à Jes toilettes propres

À l'heure actuelle, un enfant sur cinq parmi **les 5496 jeunes moines et 501 jeunes nonnes** du Bhoutan n'a pas accès à des toilettes propres et sûres.



Les efforts de l'UNICEF l'année dernière dans le domaine des installations sanitaires et de l'hygiène ont été d'autant plus importants.



Aide à l'auto-assistance: les jeunes moines et nonnes acquièrent des compétences pratiques qui sont très utiles à leur communauté.

Pour un monde sans polio

Atteindre les enfants qui ne l'étaient pas jusqu'ici – combler les dangereuses lacunes de polio

L'Afghanistan et le Pakistan ont la chance unique de vaincre définitivement la poliomyélite et d'endiguer le risque de propagation au-delà des frontières. Une seule nouvelle contamination a été recensée l'année dernière dans chacun des deux derniers pays où la polio reste endémique. Le programme de vaccination de l'UNICEF s'est poursuivi pendant la pandémie de Covid-19. Mais la situation politique en Afghanistan complique l'éradication de ce virus insidieux.

a vieille femme a fini par acquiescer, après avoir posé beaucoup de questions et signifié energiquement son refus. En effet, le doute et la peur empêchaient la grand-mère de deux fillettes afghanes de faire vacciner ses petitesfilles contre la poliomvélite. Sa décision était prise. Mais Hira ne s'est pas laissée décourager. La collaboratrice de vaccination de l'UNICEF sillonne quotidiennement la banlieue de Kandahar en emportant un livre contenant des informations sur chaque famille. Après avoir frappé chez la vieille dame, qui lui avait ouvert avec méfiance, elle a commencé par parler du temps. Puis autour d'une tasse de thé, la grandmère a évoqué sa jambe douloureuse et paralysée. Et tandis qu'Hira donnait le nom d'un médecin qu'elle recommandait de consulter, elle a placé des photos d'adultes et enfants paralysés sur la table, expliquant ce dont elle est convaincue: «La vaccination est le seul moyen de protéger efficacement vos petites-filles.»

L'approbation enfin obtenue de la vieille dame donne de la force à Hira dans la lutte contre la polio. «Après mes premiers jours de travail, j'ai eu envie d'abandonner. Je n'arrivais à convaincre personne.» Depuis, elle sait comment aborder les familles réticentes de manière à la fois attentive et déterminée: «J'ai appris quelles informations sont importantes pour convaincre les gens de prendre la bonne décision.»



Une fillette de trois ans montre fièrement la marque sur son petit doigt, qui indique qu'elle est vaccinée.

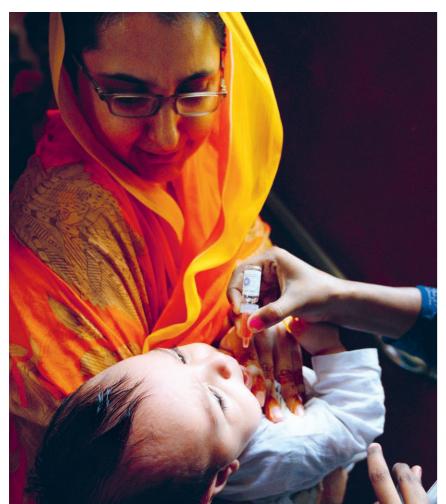
PHOTOS: @ LINICE/Photo//Bhittan/2021: @ LINICE

Plus de trois millions d'enfants ne sont pas vaccinés en Afghanistan

Les femmes courageuses comme Hira sont déterminantes dans la lutte contre la polio. La pandémie de Covid-19 et la prise de pouvoir des Talibans affectent fortement l'Afghanistan et causent des revers préoccupants aux efforts de vaccination. L'Afghanistan et le Pakistan (les deux derniers pays endémiques) étaient sur la bonne voie dans ce domaine. Entre ianvier et septembre 2021, ils n'ont enregistré chacun qu'un seul cas de contamination. L'année précédente, on comptait 94 cas pendant la même période. Mais l'instabilité politique, les flux de réfugiés, les conditions de vie précaires et le système de santé affaibli entraînent une hausse du nombre d'enfants non immunisés parmi les 5,6 millions d'enfants de moins de cinq ans en Afghanistan. Depuis 2018, plus de trois millions de filles et garçons de moins de cinq ans n'étaient pas vaccinés au sud, au sud-est et à l'est de l'Afghanistan.

Dès 2018, les Talibans ont interdit aux équipes de vaccination de se rendre à domicile dans les

zones sous leur contrôle. En outre, la vaccination de masse n'était plus autorisée dans les bâtiments publics comme les mosquées. En raison des restrictions, un million d'enfants n'ont pas pu être vaccinés au cours des trois dernières années, rien qu'au sud de l'Afghanistan. En 2019 et 2020, respectivement 90 et 75 pour cent des cas de polio répertoriés provenaient de ces zones difficiles d'accès. L'UNICEF se réjouit d'autant plus de la décision prise par les Talibans mi-octobre 2021 de soutenir la reprise des vaccinations à domicile dans tout le pays. Il s'agit d'un signal encourageant après les derniers mois au cours desquels le Fonds pour l'enfance a constaté avec inquiétude que les collaborateurs qui ne respectent pas les règles des Talibans étaient exposés à de grands dangers. En mars 2021, trois collaboratrices de vaccination contre la polio ont été assassinées à Jalalabad. Trois mois plus tard, six autres collaboratrices qui travaillaient dans des zones particulièrement dangereuses ont perdu la vie et quatre de leurs collègues ont été grièvement blessées. La sécurité du personnel de santé est et reste l'une des exigences principales et une



Les femmes courageuses comme Hira sont déterminantes dans la lutte contre la polio en Afghanistan.



En Afghanistan, les équipes de vaccination ont pu vacciner des enfants contre la polio dans tout le pays, y compris dans les zones jusqu'ici inaccessibles, pour la première fois depuis trois ans.



Immuniser les enfants difficiles d'accès: les équipes de vaccination de l'UNICEF passent de maison en maison.

condition essentielle du programme contre la polio de l'UNICEF.

Chaque enfant a droit à la santé

Malgré tous les défis, l'UNICEF poursuit le programme. En 2021, 47 équipes de vaccination transfrontalières et 222 équipes permanentes travaillaient par exemple aux frontières nationales. Au total, elles ont pu vacciner 617 290 enfants contre la polio. Dans les régions particulièrement touchées du sud-est de l'Afghanistan, il a été possible de sensibiliser 785 familles de manière ciblée à la polio, aux vaccinations de routine et à l'hygiène. Au total, les responsables de vaccination de l'UNICEF, majoritairement féminines, ont dialogué avec près de 400 000 femmes dans les régions particulièrement menacées du pays.

Pour pouvoir vraiment éradiquer la poliomyélite, les personnes clés en Afghanistan et au Pakistan doivent être durablement convaincues de l'importance de la campagne de vaccination. C'est



Plus de 3 millions d'enfants

Plus de **3 millions d'enfants** ne sont pas vaccinés en Afghanistan.

pourquoi l'UNICEF impliquera tous les acteurs locaux dans le cadre des mesures de plaidoyer, afin de garantir l'accès aux enfants qui n'étaient pas atteints jusqu'ici, et met tout en œuvre pour que les activités contre la poliomyélite ne soient pas bafouées pour des raisons politiques. L'objectif est de protéger vraiment tous les enfants contre la polio, comme l'a résumé Omar Abdi, directeur général adjoint de l'UNICEF, à l'occasion d'une visite en Afghanistan et au Pakistan à l'automne dernier: «Nous nous réjouissons du recul des cas de polio. Mais ces succès sont de courte durée. Nous devons continuer de vacciner tous les enfants, pour vaincre enfin cette maladie paralysante et mortelle.»

22 - Pour un monde sans police



Le parrainage de projet en quelques mots

En donnant 30 francs ou plus par mois, vous soutenez un projet bien précis qui améliore de façon durable les perspectives de vie des enfants d'une région donnée sans privilégier certains d'entre eux. Vous permettez d'aménager les infrastructures nécessaires à un développement durable. Et vous vous engagez dans un type de projet qui aborde les problèmes dans toute leur complexité. UNICEF Suisse et Liechtenstein finance actuellement des projets dans différents pays. Choisissez votre projet et soutenez ainsi des prestations pour le bien des enfants – ceux d'aujourd'hui et ceux de la prochaine génération. Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de votre projet.



→ Vous trouverez des informations supplémentaires sur nos parrainages de projet via le code QR ou sur unicef.ch.

A propos de l'UNICEF

L'UNICEF est le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Depuis 75 ans, nous nous mobilisons dans plus de 150 pays pour la survie et le bien-être des enfants – même dans les régions les plus reculées et les plus dangereuses du globe. Dans chaque situation d'urgence, l'UNICEF est l'une des premières organisations à intervenir sur place pour fournir des biens d'importance vitale.

Vous pouvez soutenir l'UNICEF:



Faire un don unique



Devenir membre



Devenir parent du monde



Parrainer un projet



Faire un legs



Devenir entreprise marraine

